

LYS ROUGE

HEBDOMADAIRE EXPÉRIMENTAL DE LA N.A.R.

ISSN 0150 - 4428
23 avril 1985
N°24 bis - 6 F 50
supplément au N°24

VISITE DE ROUTINE

Vendredi dernier, 19 avril, François Mitterrand a accordé une audience à Bertrand Renouvin, au Palais de l'Elysée.

Avec cette deuxième rencontre officielle, peut-on parler de visite de routine ? En un sens oui. A partir du moment où le président de la République a reconnu dans la Nouvelle Action Royaliste une composante réelle de la vie politique française - l'expression de la plus ancienne tradition politique française ajoutons-nous - il n'y a rien d'anormal à ce qu'il reçoive de temps à autre son porte-parole. Cette place, le Premier ministre avait voulu la marquer en désignant B. Renouvin parmi les personnalités qualifiées du Conseil Economique et Social. Il y a là comme une reconquête après une longue période où les seuls royalistes occupant des fonctions dans l'appareil de l'Etat étaient ceux qui mettaient leur drapeau dans leur poche. Ce n'est pas notre cas.

La teneur de l'entretien Mitterrand Renouvin n'a pas été divulguée. Cependant la réforme du mode de scrutin n'a pu être absente de ces discussions. La conclusion du dernier éditorial de «Royaliste» (numéro 425) montre assez l'importance des enjeux pour nous.

F.A.

LE JEU DU SOLITAIRE

Les dernières prises de position le démontrent, Raymond Barre, c'est d'abord une stratégie à usage strictement personnel. Sa relation au gaullisme est celle du Canada Dry à l'alcool : seulement le goût et la couleur.

Rien ne prédisposait Raymond Barre à devenir ce qu'il est aujourd'hui. Pris dans la débâcle du 10 mai 1981, il aurait très bien pu ne pas reparaitre sur la scène politique, en rester à ses «chères études». De lui et de son action gouvernementale, nous avons gardé l'image imposée par Giscard, celle de «meilleur économiste de France». Qui aurait alors imaginé ce technocrate impénitent, cet éternel professeur, entonner le grand air du gaullisme ? Barre au pouvoir c'était encore le mépris affiché pour la politique et les politiciens. Qui aurait, en cette période, osé prévoir un Raymond Barre emporté par la plus haute ambition politique - élyséenne - et voué à la plus habile des stratégies politiques ?

Le «phénomène Barre» est avant tout l'effet d'une stratégie astucieusement agencée, que l'ancien Premier ministre de Gis-

card est seul à poursuivre dans l'opposition. Stratégie alimentant une véritable «fringale du pouvoir», pour reprendre une expression qu'un ouvrage accolait à Jacques Chirac. Entre vieux loups aux dents longues... Chirac a balisé son chemin jusqu'à l'Elysée : la constitution d'un grand parti conservateur, occupant largement le créneau de l'Opposition, et pour lequel les législatives de 1986 seront une étape décisive dans la «reconquête». Barre exploite un tout autre itinéraire, se situe sur un autre plan : celui du «recours» personnel au-delà des formations politiques, de «l'homme providentiel», dont le dernier produit reste le général de Gaulle. D'où, en toute logique, le peu d'intérêt porté à l'échéance électorale de l'an prochain, qui sera le champ de combat des partis politiques. D'où le souci de provoquer au plus vite une élection présidentielle, en refusant farouchement le scrutin proportionnel et la voie de la «cohabitation». Le jeu du solitaire trouve un écho de sympathie dans une bonne partie de l'électorat qui aime contempler la statue du Commandeur,

(suite en page 2)

Raymond Barre :

LE JEU DU SOLITAIRE

ses allures d'intransigeance et son splendide isolement. Dans les sondages, Raymond Barre avance d'une bonne longueur Jacques Chirac.

Cette stratégie solitaire peut-elle aboutir ? Sous la Vème République, l'élection présidentielle est une affaire personnelle entre un homme et une majorité du peuple français. S'il n'est pas nécessaire, et même peu recommandé, d'apparaître en chef de parti pour réussir dans le cadre de ces institutions, on ne peut se passer du soutien des formations politiques. En 1974, Giscard l'a emporté sans appartenir à un appareil, mais appuyé par l'U.D.R. En 1981, Giscard a échoué parce que le R.P.R. ne l'a soutenu que du bout des lèvres. Raymond Barre a beau faire et a beau plaider, il ne peut ignorer le rôle des partis et le passage obligé des législatives. S'il se distingue de «l'accord pour gouverner» de l'U.D.F. et du R.P.R. («le retour au régime des partis»), c'est pour proposer sa quasi investiture aux candidats qui la lui demandent. Et l'appel trouve du répondant, puisque 19 députés U.D.F. de Rhône-Alpes et des régions de l'Ouest sortent du rang. Ainsi, près du tiers de l'U.D.F. subit la séduction de Barre. Incontestablement, sa stratégie produit

pour le moment de beaux effets : elle attire à lui des traditions politiques diverses : démocrates-chrétiens, radicaux, gaullistes, voire une partie de l'extrême-droite (Jean-Marie Le Pen est plutôt indulgent à l'égard de Barre) et même du P.C.F. (Philippe Robrieux soutient dans son dernier ouvrage que Barre est le «candidat» inavoué du Parti pour 1988 !). Il n'en demeure pas moins que la stratégie barriste se heurtera toujours à Chirac et ses légions, qui n'ont pas l'intention de partager le manteau de St Martin du Pouvoir. Les vrais gagnants de l'histoire, en 86 comme en 88, pourraient bien être François Mitterrand et le P.S., qui auront su diviser profondément l'Opposition.

Raymond Barre n'est pas seulement l'incarnation actuelle d'une stratégie qui a déjà fait ses preuves. C'est aussi, à travers discours et prises de position, la sécrétion d'une pensée politique. Quel est ce courant «républicain, libéral et social» dont il se veut l'expression ? L'ancien chef du gouvernement sera-t-il un nouveau Poincaré, un prochain Pinay, ou bien est-il le digne et unique héritier du général de Gaulle, comme le laisse entendre Bernard Stasi ? La deuxième hypothèse est la plus souvent retenue, mais pas la moins évidente. Certes, dans le domaine économique, il s'est nettement distingué de la droite ordinaire et de son libéralisme grossier («les reaganillons»). En politique étrangère, singulièrement dans l'affaire de l'installation des euro-missiles américains en Europe, il est apparu moins «atlantiste» que Mitterrand. Cela ne suffit pas à lui faire endosser les habits

du Général et sa philosophie politique. D'abord parce que la fidélité au gaullisme se prouve par les actes et que Barre chef du gouvernement n'a pas été le gaullien qu'il prétend être aujourd'hui. Ensuite parce que ses positions récentes n'ont du gaullisme que les apparences : défendre le scrutin majoritaire au nom des institutions, c'est communier dans l'orthodoxie la plus butée et la moins conforme à la pensée du fondateur de la Vème République. De Gaulle n'a pas exclu pour rien le mode de scrutin du texte constitutionnel ; il lui fallait introduire une grande souplesse dans l'esprit des lois. Pseudo-gaullisme également que le refus de la «cohabitation» qui procède de la même fixation orthodoxe. Le point de vue est même presque sacrilège, puisque la fonction présidentielle est remise en cause dans sa légitimité et dans son efficacité. En refusant d'apporter sa confiance à un gouvernement de «cohabitation», Raymond Barre est porteur d'une crise institutionnelle grave, qui ébranlerait la Constitution. Nous sommes donc ici aux antipodes du souci gaullien.

En bref, l'avenir dira si Raymond Barre réalise l'image gaullienne qu'il offre de lui-même à l'opinion, mais le proche passé et les positions actuelles témoignent déjà contre lui.

Emmanuel MOUSSET

LYS ROUGE

directeur de la publication :
Yvan Aumont
imprimé par nos soins
numéro de Commission
paritaire : 62 187

abonnement normal : 45 F
abonnement soutien : 60 F
CCP «Royaliste» 18 104 06 N
Centre Paris

SOMMAIRE

page 1 : Visite de Routine
pages 1-2 : Le jeu du solitaire
page 3 : Ultra-gauche et extrême-droite
page 4 : Langues étrangères
page 5 : Le Cambodge encore ?
page 6 : Du pain et des jeux
page 7 : Une volonté nouvelle
page 8 : Pour qui roule Montand ?

ULTRA-GAUCHE ET EXTREME-DROITE

Action Directe vient de revendiquer trois spectaculaires attentats à Paris : contre l'Office National d'Immigration, la banque israélienne Leumi et le siège du journal «Minute». A priori, tout semble simple : une organisation d'extrême gauche s'attaque à des symboles de «droite» : un général, René Audran, le 25 janvier dernier, un journal «fasciste» le 14 avril. Ce serait pourtant oublier bien vite que, sous cet apparent manichéisme, se dissimulent les plus étranges apparentements et l'on découvre, s'acquiétant, des Palestiniens «progressistes» et des néo-nazis allemands sous l'œil intéressé des puissances de l'Est. L'idéalisme révolutionnaire n'est vraiment pas aisé à comprendre !

Sale service que celui rendu par Action Directe au mouvement antiraciste. Au nom de «l'amitié entre les peuples», A.D. plastique une banque «sioniste», dynamite l'ONI et pulvérise «Minute» ne faisant ainsi qu'apporter un peu plus d'eau au moulin de Jean-Marie Le Pen dans sa dénonciation du terrorisme et sa mise en cause de mouvements tels que «S.O.S.-racisme». Mais, au-delà de cette ignominie tactique et de l'atteinte injustifiable à la liberté de la presse que constitue l'attentat perpétré contre «Minute», c'est l'attaque contre la banque israélienne qui retient le plus l'attention. Les terrorismes «noir» et «rouge» se sont déjà retrouvés dans la lutte

commune contre «l'ennemi sioniste» et A.D. s'engage là sur une pente savonnée. L'arrestation récente d'Odfried Hepp le montre bien.

LES STUPÉFIANTES RELATIONS DES NEO-NAZIS ALLEMANDS

Cet Odfried Hepp est en effet le dernier rescapé de la «Hoffmann-Truppe» qui avait tant fait parler d'elle après l'attentat de la Fête de la Bière à Munich, en septembre 80. Ce fameux groupe paramilitaire avait été créé par Karl Heinz Hoffmann en 1974 et accueillait à Heroldsberg, charmant petit village bavarois, les militants néo-nazis de toute l'Europe jusqu'à sa dissolution par le gouvernement fédéral en 1980. Des stages de formation en quelque sorte... Mais les stages n'avaient pas lieu qu'en Allemagne. C'est ainsi qu'en 1981 et

1982, les militants d'Hoffmann furent formés dans les camps d'entraînement de l'OLP au Liban et dans des centres terroristes libyens. Plus troublant encore, Hepp a été arrêté par la DST en compagnie d'un certain Mohamed Ghadban, activiste palestinien notoire. Les liens entre l'extrême-droite européenne et les progressistes du Moyen-Orient ne sont donc pas rompus. La personnalité et l'action d'Hoffmann lui-même n'est pas exempte d'interrogations. Pourvoyeur d'armes pour des fascistes grecs au début des années 60, mercenaire en Rhodésie... toutes ces informations sont discutables. Ce qui est certain, c'est que le «Führer» d'Heroldsberg passait beaucoup de temps à dénoncer l'impérialisme et la présence américaine en Allemagne tout en restant étonnamment discret sur la menace soviétique. Ce qui est sûr, c'est que ses troupes ont trouvé fort bon accueil au pays du colonel Kadhafi. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que Karl Heinz Hoffmann est un transfuge d'Allemagne de l'Est. Décidément les extrêmes se rejoignent sur fond de manipulation occulte. Mais ne s'agit-il point là d'un pléonasmisme lorsqu'on évoque l'activisme politique ?

Antony SPANO

ABONNEZ-VOUS FAITES ABONNEZ VOS AMIS

Bulletin à retourner à «Royaliste»,
17, rue des Petits-Champs - 75001 Paris

L'expérience de l'hebdomadaire ne peut continuer que si tous les abonnés à échéance, renouvellent très rapidement leur abonnement. Nous avons aussi besoin d'abonnés nouveaux. De nombreux amis de la N.A.R. ne connaissent même pas l'existence du «Lys Rouge»...

Nom/Prénom :

Adresse :

S'abonne au «Lys Rouge» et verse (45 F normal) (60 F soutien) à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

Les dons ne sont pas refusés.

P.C.F. : LANGUES ÉTRANGÈRES

«L'Humanité» du 17 avril publie une déclaration du Bureau Politique du P.C.F. qui va encore plus loin dans la dénonciation de l'action menée par le gouvernement et le Président de la République. Les «sociaux-traîtres» ne sont plus très loin... Mais sous un vocabulaire stalinoïde et une langue de bois en chêne massif, le lecteur initié peut discerner la seule véritable préoccupation du Parti : une inexorable hémorragie que ne parvient pas à endiguer un discours pourtant des plus musclés. «Que faire ?» s'interrogeait Lénine au début du siècle... C'est exactement la même question qui doit tourmenter le B.P. aujourd'hui !

La lecture de «L'Humanité», c'est un peu comme Canal Plus, seul un décodeur vous permet d'apprécier pleinement la qualité du programme... Muni de cet appareil, vous comprenez alors le désarroi qui secoue actuellement les militants communistes. Passons rapidement sur les griefs à l'encontre des socialistes («La politique d'austérité enfonce notre pays dans la crise»... «la télévision socialiste s'apprête à diffuser une émission appelant ouvertement à la guerre»... «il n'est désormais plus un jour sans que le Président de la République, tel ministre ou tel dirigeant socialiste ne propose d'aller plus loin encore dans le sens d'une politique réactionnaire»). Ils étaient connus et relèvent d'un humour

sans doute involontaire un mois à peine après la touchante unité réalisée à l'occasion du 2ème tour des élections cantonales. Non, le véritable intérêt de la déclaration du B.P. réside en la place qu'elle accorde aux problèmes de mobilisation du Parti : plus de la moitié du texte y est réservée ! «Il s'agit (pour les communistes) de bien comprendre et de bien agir... d'expliquer et de rendre crédible la perspective neuve que nous proposons...» En une portion de phrase, tout est dit, toute l'angoisse de la direction est là : «Bien comprendre et bien agir» s'adresse à un parti de militants totalement déboussolés par des volte-face successives et que le renoncement gagne. «Expliquer et rendre crédible» revient à admettre implicitement que les idées développées par le parti communiste ne passent plus dans l'opinion. Quant à la «perspective neuve», elle ne fait que trahir l'archaïsme qui entâche désormais les thèses du P.C. même aux yeux d'une base sociologique par ailleurs chaque jour un peu plus restreinte. Dans un sursaut de bonté révolutionnaire, la direction a décidé de prolonger de 10 jours la campagne de remise de cartes engagée. Ce n'est certainement pas pour faire face à un afflux phénoménal de demandes...

A.S.

LE

Coïncidence ou opérations de charme concertées ? A l'heure où M. Gorbatchev annonce, à grand fracas, un moratoire unilatéral immédiat valable jusqu'en novembre sur le déploiement des S.S.20, le gouvernement de Hanoï assure qu'il va retirer quinze mille hommes du Cambodge. Mesures spectaculaires qui voudraient apparaître comme des preuves de bonne volonté. Mais la supériorité militaire de l'Union Soviétique en Europe est un fait établi, de l'ordre de dix contre un s'agissant des engins nucléaires, et les déclarations de M. Gorbatchev ne trompent personne si ce n'est les pacifistes ouest-allemands qui, portant le crime nazi comme un péché originel, espèrent inconsciemment retrouver dans l'humiliation leur virginité morale. A côté des grosses ficelles de la propagande soviétique, les affirmations d'Hanoï paraissent plus subtiles.

Les troupes d'occupation vietnamiennes sont d'abord apparues comme des troupes de libération. Lorsque le gouvernement khmer rouge de Phnom Penh tombe le 7 janvier 1979, c'est un «ouf» généralisé de soulagement. Toutes les horreurs révélées sur les agissements du gouvernement Pol Pot permettent d'affirmer avec certitude que l'intervention du Vietnam a sauvé des milliers de vies humaines. Mais depuis lors, les Vietnamiens se sont installés et se heurtent à une résistance nationale : les libérateurs se sont transformés en occupants.

CAMBODGE ENCORE ?

Le départ annoncé des quinze mille soldats vietnamiens, qui fait suite à l'écrasement des bases de la résistance adossées à la frontière Thaïlandaise, se double d'une déclaration de M. Hun Sen, premier ministre et ministre des affaires étrangères de l'actuel gouvernement de Phnom Penh, à l'intention du Prince Norodom Sihanouk : « Si le Prince Sihanouk rompt aujourd'hui avec Pol Pot et demande à me rencontrer, demain je le rencontrerai. »

A première vue, cela semble assez clair et encourageant. Après avoir fait la preuve de leur force et ôté à la résistance toute croyance en une éventuelle victoire militaire, les Vietnamiens, par l'intermédiaire de leurs obligés cambodgiens, proposent une discussion au prince Sihanouk, discussion excluant bien entendu, pour des raisons morales évidentes, les auteurs du génocide, les khmers rouges. On ne peut que se réjouir... Mais une analyse plus serrée ternit quelque peu cet optimisme radieux.

Rien n'est moins certain que ce départ des quinze mille soldats vietnamiens, on parle plutôt d'une relève des troupes; et quand bien-même ce retrait se confirmerait, que représenterait-il vraiment ? Pas grand chose. A peine 10 % du total des forces d'occupation. Rien de bien significatif.

Quant à l'offre de discussion de M. Hun Sen, on peut la qualifier de dérisoire quand on sait qu'elle se complète ainsi : « un individu parmi sept millions de

Cambodgiens, n'a pas le droit de demander un changement de régime politique et économique. Néanmoins, nous ne rejetons pas la possibilité d'une discussion pour envisager ce que nous pourrions mieux faire. La porte est close mais elle n'est pas fermée à clé et on peut encore l'ouvrir. » Il semble donc que M. Hun Sen n'ait rien d'autre à proposer au Prince Sihanouk qu'un ralliement inconditionnel au régime pro-vietnamien, en échange peut-être d'un strapontin ministériel - alibi en attendant la première épuration.

M. Son Sann, président du Front de libération nationale du peuple kmer (nationaliste), a sans doute raison lorsqu'il affirme : « Les Vietnamiens cherchent à nous dissocier, à faire sauter le gouvernement de coalition. Je ferai tout ce qui est possible pour que le gouvernement de coalition dure jusqu'au retrait de toutes les troupes vietnamiennes du Cambodge ». Déjà fortement ébranlée, une résistance divisée serait sans doute anéantie. C'est le but poursuivi par le Vietnam qui consoliderait ainsi son influence en Asie du Sud-Est.

Bien sûr, il est choquant de voir réunis sous une même bannière, sihanoukistes, nationalistes et khmers rouges. Mais il ne faut pas oublier qu'une résistance nationale ne peut pas survivre sans une aide extérieure - qu'aurait été la résistance française sans les parachutages anglais ? - et qu'en l'occurrence cette aide est essentiellement chinoise et que les

Chinois sont d'abord les alliés des khmers rouges. Sans cette aide, que deviendraient les sihanoukistes et les nationalistes ? Les bonnes paroles occidentales n'assureraient pas longtemps leur survie.

Au Cambodge, comme en Afghanistan, il faut dénoncer l'incroyable passivité du bloc occidental qui se contente, grosso-modo, du rôle de spectateur. Le monde libre, car c'est bien ainsi qu'il faut l'appeler, semble paralysé par une mauvaise conscience que lui impose l'adversaire; pourtant la lutte du peuple cambodgien est juste, comme est juste la lutte du peuple afghan. Une résistance cambodgienne bien équipée, et fortement soutenue, conduirait sans doute les Vietnamiens à la table des négociations. Assurés de leurs arrières, sihanoukistes et nationalistes pourraient se passer des khmers rouges.

La France, jouant de son autonomie au sein du monde occidental et se prévalant de son rôle historique en Indochine, pourrait alors faire siennes les propositions élaborées lors du colloque « Ouvrir le Cambodge, ouvrir le monde », tenu à Grenoble en mars 1980 :

« 1 - que cesse le scandale de la reconnaissance des Khmers rouges, au terme du génocide de leur propre peuple, comme représentants du Cambodge aux Nations-Unies.

2 - que le siège de ce pays soit déclaré vacant jusqu'au jour où son peuple pourra lui-même choisir

DU PAIN ET DES JEUX

Qu'il s'éloigne le temps où l'on «flambait aux courtines» sur un «tréteau» cotant six contre un.

Même si l'engouement reste tenace, le tiercé dégage aujourd'hui un parfum suranné; nombre d'autres jeux sont venus détrôner le tout-puissant PMU. La Loterie nationale, le loto bi-hebdomadaire, le tac-o-tac ne suffisant plus, les journaux se sont joints à la fête avec le Bingo («Parisien libéré») et même le Big-Bingo («France-soir»). Malgré ce réseau ludique d'une densité fort appréciable, on a encore trouvé moyen de lancer sur le marché un «loto sportif».

Hélas pour ce petit dernier, l'accouchement ne s'est point fait sans douleur; on peut même dire que son lancement fut un énorme loupé. Sans doute a-t-on voulu trop vite briser les tabous qui règnent sur les paris sportifs. Cela expliquerait les nombreux attermoissements (le projet est en gestation depuis octobre dernier)

et la relative réticence des pouvoirs publics.

Jusqu'à la grande presse, la radio, la télévision qui, tout en formulant quantité de pronostics, s'empressent de se dédouaner : nous n'acquiesçons qu'à contrecœur car la chose heurte nos principes, mais nos habitués sont aussi des joueurs. «Le client est roi», antienne médiatique bien connu simplifiant tous les cas de conscience. Enfin quelle idée de choisir pour le premier essai un de ces sempiternels grands prix automobiles dont la télé nous gave à l'envi d'images inintéressantes et un match de seconde division à l'enjeu insignifiant (la pauvre équipe de Reims, malgré tout son mérite en aura pris pour son grade). Plus sérieusement, il y aurait beaucoup à dire sur les conséquences morales et politiques du Loto sportif.

Des conséquences que seul le Parti communiste semble prendre en compte. C'est en effet dans

«L'Humanité» que l'on note la plus vive désapprobation à l'égard de cette lubie hexagonale. Nulle part on n'a brandit aussi haut l'éthique et la morale : «les risques de fraudes et de déviations diverses sont bel et bien réels». Et de citer quelques scandales retentissant comme ceux que connurent l'Italie et la Hongrie (soit dit en passant, de tels signes montrent bien que le PC hongrois n'est plus en odeur de sainteté...) quant à l'aspect politique du problème, il faut bien reconnaître une certaine pertinence à la proposition de placer la gestion du Loto sportif sous contrôle.

On admirera une fois de plus l'hypocrisie de l'Etat qui, après avoir mimé l'hésitation, a dû, la mort dans l'âme, accepter de se remplir les poches par un nouvel attrappe-nigauds légal.

Voilà que se développe avec l'appui du gouvernement un monde de petits joueurs, (joueurs sans tripes qui ne risquent rien), avec ses habitudes, ses fétiches et ses nouveaux prophètes : les pronostiqueurs qui ne savent plus quoi inventer pour justifier leurs «prévisions» (biorythmes, signe astral, calcul de probabilités dans le meilleur des cas...) Une petite société avec ses règles propres et, désormais, sa presse (une demi-douzaine de journaux spécialisés se sont créés «ex nihilo» pour profiter d'un marché juteux).

Serons-nous les rabat-joie qui déploreront les sommes ainsi dilapidées alors que les files d'attente s'allongent devant les bouillons populaires ? Gardons-nous de jouer les importuns et reprenons tous en cœur la devise de l'abrutissement populaire : «Du pain et des jeux». Et puisque nous sommes en chemin : à quand le Loto politique sur les résultats électoraux ? Ne plaisantons pas, il suffirait qu'un énarque gouvernemental nous lise...

LE CAMBODGE ENCORE ?

son propre gouvernement dans le cadre d'une élection démocratique pluraliste;

3 - que les troupes d'occupation vietnamiennes évacuent le Cambodge.

4 - que soit organisée une conférence internationale qui déclarerait le Cambodge «nation sinistrée»;

5 - que la communauté internationale garantisse le droit à l'au-

to-détermination du peuple cambodgien;

6 - que le Cambodge devienne effectivement un pays neutre.»

Cela n'est pas une utopie. Cela suppose une volonté politique à la détermination inébranlable, qui ne se laisse pas séduire par le chant des sirènes.

Patrick PIERRAN

Laurent GRANGERET

FRANCOPHONIE :

UNE VOLONTÉ NOUVELLE

Quelle sera la place du français dans le monde, à l'horizon du prochain millénaire ? Nul ne saurait le dire avec certitude. Langue de culture du passé, le français réussira-t-il à profiter de l'atout majeur que constitue la formidable poussée démographique des Etats francophones d'Afrique noire et du Maghreb ? Restera-t-il présent efficacement sur les cinq continents ? Une réponse simple peut être faite à cette série de questions : oui, si la France maintient et renforce sa puissance économique; oui, si elle accroît son dialogue privilégié avec les peuples du sud; oui, si l'Etat a la volonté politique de mener courageusement le combat, partout et en toute circonstance.

Sur ce dernier point, la politique gouvernementale, et singulièrement le projet du chef de l'Etat semblent sans ambiguïté. A la différence de son prédécesseur, toujours prêt à baragouiner la langue de Mac-Donald, le président Mitterrand prend un soin constant à ne s'exprimer qu'en français et même à ne comprendre - officiellement du moins - que la langue nationale. Des organismes ont été mis en place pour renforcer la cohésion du groupe des nations francophones, en particulier le Haut Conseil de la Francophonie, qui a tenu à Paris, début mars, sa première réunion, en présence du Président de la République. Dès l'ouverture, le ton est donné : « Moins de débats interminables, plus d'actions communes (...) Innombrables sont les domaines à investir et les occasions de travailler ». François Mitterrand ne

pouvait être plus clair. Il est certain que la trentaine d'hommes et de femmes, jeunes pour la plupart, qui composent cette assemblée, dessinent comme l'ébauche de ce que serait une Académie francophone, renouvelant pour notre temps, et à l'échelle du monde, l'institution géniale de Richelieu et de Louis XIII. Qui trouve-t-on parmi ces « hauts-conseillers » ? Bien sûr des personnalités symboliques comme l'ancien président Senghor; mais également des talents aussi divers qu'une cinéaste antillaise, un chanteur camerounais, un ministre vietnamien, un chimiste belge et un auteur français, notre ami Philippe de Saint Robert. « Des projets concrets d'intérêt commun », certains ont commencé de se dessiner, comme cette « banque terminologique » qui devrait voir le jour en septembre et qui est destinée à combler le retard incroyable que le français connaît dans le domaine de la création de mots, par rapport à d'autres langues, comme l'anglais ou l'allemand. Notre langue cessera-t-elle d'être la « langue paresseuse » dénoncée par le chef de l'Etat le 6 mars à l'Elysée ? Des signes à travers le monde paraissent en fournir l'espérance...

MADAGASCAR : LE RETOUR EN FORCE

« Le Monde » a récemment envoyé un de ses grand-reporters à Madagascar. Voyage instructif et à certains égards encourageant.

On se souvient que la « Grande Ile » a toujours intéressé la

France. Au XVII^{ème} siècle, la colonie de Fort-Dauphin avait servi de base au peuplement de l'Ile Bourbon. Aux XIX^{ème}, mouvement inverse, des Réunionnais à la recherche de terres nouvelles, des missionnaires, obtiennent d'exploiter des terres. C'est le début d'un processus qui, au-delà d'une lutte d'influence avec les Britanniques, s'achèvera en 1896-97 par la colonisation française et l'abolition de la monarchie malgache. Administrateur intelligent, Galliéni tente de maintenir un équilibre entre les ethnies, tout en insistant sur une réelle promotion économique et une assimilation progressive des populations indigènes. Après son départ, les Mérimas, qui étaient avant les Français les vrais maîtres de Madagascar, s'agitent au souvenir de leur glorieux passé national. Lorsque vient l'indépendance en 1960, le nouvel Etat est un des seuls en Afrique à pouvoir se targuer d'une réalité historique, d'une langue, d'un fondement d'unité. Cependant, le nouveau maître de l'île, Philibert Tsiranana ne marque guère ses distances vis-à-vis de Paris, et la révolution de 1972, qui se fait contre lui, se fait aussi contre le néo-colonialisme et sa trace la plus visible : le français. C'est une malgachisation intensive qui est alors mise en œuvre, alors que l'on voit atterrir sur les aéroports de l'île, des Mig servis par des pilotes russes ou nord-coréens...

Philippe DELORME

(suite de l'article
la semaine prochaine)

POUR QUI ROULE MONTAND ?

L'émission d'Yves Montand, «La guerre en face» a été un bide magistral, dans la mesure où elle n'a pas recueilli l'indice d'écoute escompté par les programmeurs. Ce n'est pourtant pas faute d'en avoir parlé. Signe des temps ? Les téléspectateurs lui ont préféré «Princesse Daisy», série à l'eau de rose comportant une dose de niaiserie telle que «Sissi» à côté fait figure de film réaliste. Dommage ! Car cette seconde émission de sensibilisation de l'opinion publique à un problème grave avait le mérite de faire prendre conscience aux Français d'un aspect du débat politique que la presse avait occulté pendant plusieurs années et leur offrait l'occasion d'en finir avec certains préjugés sur la «bombe atomique».

But de l'émission : montrer que face à une agression soviétique, l'Europe est démunie qu'il lui faut accroître ses dépenses militaires, susciter et avoir une volonté commune afin de mettre au point un système de défense efficace.

Pour parvenir à cette conclusion, la démonstration était assez bien faite. Première hypothèse et première idée : l'Europe a vécu au cours des quarante dernières années une paix royale et a connu une prospérité sans pareille. Les Afghans, Vietnamiens, Iraniens et autres Libanais ne pourraient en dire autant. Second stade : si la paix a été maintenue, c'est grâce à la dissuasion. En effet, sans elle nous aurions sombré à trois reprises depuis

1946 dans de nouveaux conflits mondiaux dévastateurs : en 1948 quand Staline décide le blocus de Berlin-Ouest (erreur des scénaristes car à l'époque les Soviétiques ne disposaient pas encore de la bombe atomique). En 1962 quand Krouchtchev rend publique son intention d'installer des fusées à Cuba; en 1973 enfin quand à la fin de la guerre du Kippour, l'URSS menace d'intervenir si Israël ne cesse pas immédiatement son avancée. Mais, troisième étape, les règles du jeu stratégique changent : les armes sont de plus en plus précises et rendent la dissuasion de moins en moins efficace. Le général Coppel apparaît alors à l'écran et déclare avec une mine réjouie : «La guerre des chars et des avions redevient possible !» Ouf ! Les militaires ont eu chaud... Cette partie de l'émission est alors une illustration non des méfaits de la guerre, mais d'un malheur beaucoup plus grand à savoir la bêtise et l'incompétence des militaires. Car le scénario que le général démissionnaire élabore au cours de l'émission est un tissu d'âneries, et frise la malhonnêteté puisqu'il pose comme hypothèse première qu'en cas d'invasion soviétique la France n'oserait pas «déclencher le feu nucléaire». Partant de là il n'a pas de mal à démontrer l'inefficacité de la dissuasion.

Quatrième et dernière phase : on ne peut plus à l'heure actuelle faire confiance au parapluie nucléaire américain, les Soviétiques s'arment rapidement et face à cette menace, l'Europe se défend

mal : ses dépenses militaires sont insuffisantes; son économie bat de l'aile puisque 11% de sa population active est au chômage; son essor démographique est quasiment nul et ses efforts dans le domaine de la recherche sont anihilés par une certaine incohérence.

Dès lors, pour remédier à ces inconvénients il faut que l'Europe ait sa propre stratégie dans la «guerre des étoiles» et donc se dote de moyens financiers adéquats et d'une volonté commune. CQFD.

On peut faire toutes sortes de reproches à cette émission - les erreurs historiques, la lourdeur de la démonstration, le scénario de Coppel... - mais le principal réside dans le fait que les protagonistes semblaient découvrir des éléments de réflexion que, pour notre part, nous n'avons cessé d'approfondir depuis la création de la NAR, avec le général Gallois. Comme quoi les idées reçues ont la vie dure... mais mieux vaut tard que jamais.

Cependant, les téléspectateurs ont eu tort de boudier cette émission. En effet - est-ce pure coïncidence ? - la veille, le conseil des ministres avait consacré une partie de ses travaux à la mise au point du projet «Eurêka», présenté par beaucoup comme la réplique française au projet américain de «guerre des étoiles», dans le but de coordonner les recherches européennes dans le domaine des technologies de pointe. De même que, l'an dernier, «Vive la crise» (spectacle programmé par Antenne 2 et relayé par «Libération») avait justifié le changement de politique économique du gouvernement. Tandis que la presse nous affirme que Montand a des ambitions personnelles, on est en droit de conclure que, tous comptes faits, Montand (et derrière lui Guillebaud) roule pour Mitterrand.

Patrice LE ROUE